



# Front des luttes de septembre 2013

## Emploi, retraite, santé, Paix... Pour nos revendications, tous en lutte contre le capitalisme !

**La retraite est toujours dans le collimateur de la bourgeoisie monopoliste.** La guerre qu'elle mène contre cette conquête des travailleurs de France qu'est le système de retraite par répartition s'inscrit dans la lutte de cette classe pour augmenter la plus-value absolue. En effet, pour maintenir ses taux de profits, le Capital va, en période d'accentuation de la crise, augmenter l'exploitation des travailleurs en allongeant la partie de la journée de travail non payée (1).

Elle le fait de deux façons :

- par l'augmentation de la productivité au moyen d'innovations techniques, qui nécessitent cependant des investissements coûteux et souvent peu rentables à court terme.
- en accroissant la durée totale du travail et en comprimant au maximum les salaires. C'est ce qui se produit dans les entreprises où se succèdent les plans de suppressions d'emplois, d'accroissement du temps de travail (heures supplémentaires non payées, travail les jours fériés ou le week-end, instauration d'équipes de nuit...)

En plus de cela, cet allongement de la durée du travail se fait également sur le temps total de carrière. L'exploitation capitaliste ne se fait pas seulement durant le temps d'activité ; elle s'étend à la période de retraite. On baisse les pensions au moyen de l'augmentation du nombre d'années dans la base de calcul (on est passé pour le privé des 10 meilleures années à 25 sous Balladur) et par l'allongement des annuités (de 37,5 à 41,5 et même 43 en 2035) et de manière plus générale par le fait que plus les salaires sont bas, plus les retraites sont petites. Dans les faits, les travailleurs ne parviennent pas à travailler si longtemps et la décote est là pour baisser les pensions, et livrer, à terme, les cotisations aux fonds privés.

**On assiste donc à un nouveau transfert des revenus du travail vers le Capital**, qui se complète par le développement des assurances privées et des projets d'obligation de souscrire à une complémentaire santé. Il s'agit ici de détruire un des fondements du système de Sécurité Sociale. Ces contre-réformes s'accompagnent d'un retour aux théories malthusiennes sur la soi-disant surpopulation, par le biais desquelles on s'attaque à la fin de vie. L'allongement de l'espérance de vie moyenne, réelle en ce qui concerne les générations nées avant 1960, n'est plus de mise avec l'aggravation des conditions d'existence, la diminution de l'accès aux soins, de la qualité de l'alimentation... Quatre ans de plus au travail, c'est sept ans d'espérance de vie en moins.

**Les dirigeants syndicaux réformistes**, acquis à la défense de la compétitivité, tentent d'empêcher un puissant mouvement de lutte et de grèves. Comme à chaque contre-réforme, la CFDT se réjouit de retrouver dans la réforme ses propositions. La CGT rejette bien l'idée d'allonger la durée de cotisation à 43 ans et de toute modification du calcul pour les fonctionnaires. La direction de la CGT s'inscrit dans l'agenda de la bourgeoisie (« Nous allons nous saisir de l'opportunité de la conférence sociale des 20 et 21 juin pour porter le débat sur l'ensemble des éléments qui permettrait de relancer une véritable dynamique de progrès social dans notre pays », disait-elle peu après la publication du rapport Moreau) avec des appels à une autre politique de l'emploi, sans mobiliser les travailleurs autrement que pour la journée d'action du 10 septembre, sans dénoncer sur le fond les positions de la CFDT.

**L'URCF appelle à la mobilisation pour la défense de nos revendications**, du droit des travailleurs âgés à profiter de leur retraite et aux jeunes de trouver du travail. Les communistes ne préconisent pas une autre réforme dans le cadre de l'exploitation capitaliste, mais luttent pour le renversement du capitalisme et son remplacement par une société socialiste. C'est en effet dans une société où les moyens de production et d'échanges n'appartiennent plus à des propriétaires privés et où la production est orientée vers la satisfaction des besoins de la population travailleuse que le droit à une retraite paisible est pleinement garanti.

**L'URCF propose comme revendications le retour à la retraite à 60 ans au bout de 37,5 annuités, la nationalisation des monopoles capitalistes, qui constitue un axe de lutte pour défendre et sauvegarder les emplois.** Et si cela ne suffit pas, il y a encore les milliards d'euros que le gouvernement s'apprête à englober dans une agression contre la Syrie pour lui voler son gaz et briser un des maillons de l'axe de la Résistance à la sainte-alliance : USA, Israël, France, Qatar, Turquie Arabie Saoudite et autres islamo-fascistes. Ensuite, il faut instaurer le contrôle ouvrier sur les caisses de retraite qui doivent être gérées exclusivement par les travailleurs. Pour l'emploi, la diminution du temps de travail sans annualisation et avec embauches obligatoires.

(1) *Le Marxisme nous enseigne que la journée de travail se divise en deux parts inégales : la partie payée (le salaire, qui est toujours inférieur au prix de la force de travail), et la partie gratuite, où se dégage la plus-value empochée par le Capital. En moyenne, en France, 3 heures de travail payées pour 5 heures de travail gratuites. C'est le cœur de l'exploitation capitaliste.*

**Dans tous les combats, les communistes de l'URCF relieront concrètement la lutte quotidienne (contre les conséquences du capitalisme et de sa crise structurelle) à la lutte générale contre le capitalisme-impérialisme et démontreront patiemment et avec détermination que la révolution socialiste, la construction du socialisme vers le communisme, est la seule alternative populaire au capitalisme.**  
**La lutte sera longue mais nous vaincrons !**

## **Luttes pour les salaires**

**La revendication centrale et unifiante** soutenue par l'URCF est d'exiger le SMIC à 1650 euros nets, l'augmentation générale des salaires et des pensions de 300 euros nets mensuels. A chaque militant et travailleur de faire grandir cette double exigence dans sa section syndicale et dans sa confédération. La question des salaires est un des axes centraux des luttes dans lesquelles s'impliquent les militants de l'URCF. La revendication d'une augmentation de 300 euros pour tous, est popularisée par le mouvement ouvrier et repris par de nombreux ouvriers en lutte, en particulier dans le secteur privé.

**Alors que les grands PDG s'octroient des salaires et des indemnités de départ inimaginables** supérieurs à plusieurs millions d'euros, que les profits des entreprises du Cac 40 ont doublé en 2010 et explosés en 2011 et 2012, les salaires sont loin de rattraper les hausses du coût de la vie liées précisément à l'augmentation des profits et aux conséquences du passage à la monnaie unique. Les prix de l'énergie s'envolent, la privatisation d'EDF-GDF devant induire des hausses beaucoup plus élevées afin de rémunérer les actionnaires ; ceux des loyers, pour lesquels les familles consacrent souvent la moitié de leurs revenus, ont augmenté d'environ 4% par an alors que 5 Millions de personnes sont officiellement mal logés ou sans toit.

**Un salarié sur six est payé au smic**, tandis que de nombreux travailleurs jeunes, stagiaires, à temps partiel, vivent avec à peine 600 euros par mois, un jeune sur 2 étant soit au chômage soit en CDD. La baisse du pouvoir d'achat depuis 2000 est estimée à plus de 10%.

Bien entendu, la faiblesse des salaires entraîne une insuffisance des prestations sociales (salaires indirects), une baisse du pouvoir d'achat des retraités et des privés d'emploi, toujours plus nombreux.

**Les travailleurs doivent unifier les luttes pour augmenter la part des salaires dans la richesse qu'ils créent.**

L'URCF revendique le smic à 1650 euros net, l'augmentation de 300 euros pour tous, tout en liant la lutte pour les revendications immédiates, indispensable et incontournable, à la dénonciation générale des fondements du capitalisme jusqu'à son renversement. **Sous le socialisme, la plus-value produite servira directement à satisfaire les besoins sociaux (y compris par la hausse des rémunérations) et à développer l'économie planifiée démocratiquement au service des travailleurs collectivement propriétaires des machines, usines, banques et terres.**

## **Centres nationaux d'encaissement des impôts**

L'activité des quatre centres nationaux d'encaissement des impôts a été perturbée lundi 16 septembre par un mouvement de grève, les fonctionnaires de ces services revendiquant depuis plusieurs mois la réévaluation d'une prime qui n'a pas bougé depuis 2007.

"Nous protestons contre le fait qu'une prime, qui devait être réévaluée chaque année, ne l'a pas été depuis 2007", explique le secrétaire départemental CGT-Finances publiques en Ille-et-Vilaine, précisant que le mouvement avait été très largement suivi dans les deux centres de Rennes, ainsi que dans ceux de Lille et Créteil.

Dans les deux centres de Rennes - dont celui qui encaisse les amendes routières -, qui comptent respectivement 45 et 35 salariés, le taux de grévistes était de 85%. Il était également de plus de 85% à Lille, 43% (20 salariés sur 28) à Créteil.

"Nous ne sommes pas nombreux mais notre mouvement a un impact très important parce qu'il touche les centres d'encaissement des impôts. Ce sont des milliards d'euros dont nous avons retardé l'encaissement", a déclaré le représentant syndical, soulignant que cette journée du 16 septembre avait été choisie car elle correspondait normalement à la date d'encaissement du solde de l'impôt. Un précédent mouvement avait été organisé en mai, à la date de versement du deuxième tiers provisionnel.

"Notre revendication a été déposée en mai et la direction ne nous a toujours pas répondu", a-t-il dit. Depuis jeudi, les salariés font "les horaires minimum" - la plage horaire commune -, soit cinq heures au lieu de huit, mais cela va impacter à terme notre pointeuse et nos jours de congés. Vendredi, ils ont empêché le déchargement du camion de la Poste qui, à 06H00 du matin, venait livrer les lettres contenant les chèques.

Dénommée "prime industrielle", car elle correspond à des emplois sur des machines, la prime en question est de 170 euros depuis 2007 alors que la direction s'était engagée à ce qu'elle soit revalorisée chaque année.

**Rappelons que, du point de vue des ouvriers et des employés, l'octroi de primes ou de « parts d'intéressement » ne peut satisfaire la revendication de hausse des salaires. L'URCF avance donc le mot d'ordre de classe d'intégration de toutes les primes dans le salaire.** Pour les agents des finances publiques, les différentes primes (qui ne comptent pas pour la retraite) représentent en moyenne 30 % de la rémunération (!), les traitements bruts atteignant par exemple 1 500 euros après 20 ans de carrière bien notée !

## Hôtellerie

Le 20 septembre, 65 travailleurs de l'hôtellerie du Park Hyatt Paris-Vendôme, travaillant directement ou non pour le groupe états-unien Hyatt, se sont mis en grève et ont manifesté à Paris pour dénoncer leurs conditions de travail. Parmi eux, des agents de service (femmes de chambre, valets ou équipiers) employés par un sous-traitant, la Française de services qui avaient déjà fait grève et manifesté le 12). Ils exigeaient l'embauche par le groupe Hyatt, un 13<sup>ème</sup> mois, le paiement des heures supplémentaires et l'amélioration de leurs conditions de travail. L'une des pancartes affichait «*la lutte des classes, c'est ici !*», tandis que fusent «*Française voyou, Hyatt exploiteur !*» et que sont distribués des tracts en français et en anglais pour expliquer leurs revendications aux clients.

Cette lutte fait suite à celle des 22 femmes de chambre et gouvernantes des hôtels Campanile et Première classe à Suresnes (Hauts-de-Seine) qui ont obtenu leur intégration dans le groupe Louvre Hôtels, propriétaire des deux établissements. Elles étaient payées à la chambre par l'entreprise sous-traitante Deca, qui estimait qu'il était possible de faire plus de 4 chambres à l'heure. On n'est pas loin du système de «pré-quantification du temps de travail» imposé par des entreprises de distribution comme ADREXO (et qui lui a valu de nombreuses condamnations pour travail dissimulé) et qui se répand dans le secteur du nettoyage.

Les travailleurs de l'hôtel de Hyatt, qui a obtenu le titre de «palace» (la nuit peut coûter de 950 à 16000 euros), attiraient l'attention sur le contraste entre les revenus des clients de marque (artistes, sportifs et autres «stars») et le salaire de misère versé à ceux qui se chargent de nettoyer les salissures et déjections de ces idoles de la bourgeoisie : «*Toutes ces personnes viennent dans cet hôtel et vous pouvez imaginer que les femmes de chambre gagnent 800 euros par mois ? On veut que toutes les stars sachent ce qui se passe ici. Ils voient la propreté, mais ils ne savent pas ce qu'on endure.*»

Les travailleurs, qui ont organisé un défilé alternatif au «*fashion week*» le mardi suivant, ont obtenu une prime de fin d'année équivalente à un treizième mois, la suppression de la clause de mobilité et la transformation des temps partiels en temps plein pour ceux qui le veulent. Ils n'ont pas obtenu l'intégration dans le groupe hôtelier, mais seront repris par une nouvelle société de nettoyage.

***Dans d'autres établissements, le patronat tente d'imposer la déréglementation et des conditions de travail encore plus dures en profitant de travaux ou de changements de sous-traitants.***

***L'URCF soutient les revendications des travailleurs visant à en finir avec le système de sous-traitance et des sociétés de service et à harmoniser par le haut les différents statuts des travailleurs du tourisme. La nationalisation des chaînes hôtelières, avec contrôle des travailleurs, et l'exigence d'une politique du tourisme et des loisirs favorables et accessibles aux masses populaires sont des axes de lutte à la portée des travailleurs de ce secteur.***

# Luttes pour l'emploi

Le mot d'ordre URCF immédiat de **nationalisation sans indemnités** des monopoles et entreprises casseurs d'emploi doit devenir le bien commun du mouvement populaire ; mot d'ordre qui nécessitera des luttes de classes de grande ampleur qui poseront la question du bris de l'Etat bourgeois. L'urgence du moment est de sauver nos emplois par la lutte. Autour de chaque usine, entreprise, service public fermés, formons des comités populaires de luttes locaux avec tous ceux qui pâtiront de la perte d'activité, forgeons les solidarités de classe décisives qui créeront un rapport de force supérieur obligeant le capital à céder sur nos revendications.

**Pour sauver nos emplois, nos axes de luttes sont :**

- **Plan national de luttes contre le chômage.**
- **Interdiction des licenciements.**
- **Suppression des CDD par la généralisation des emplois en CDI.**
- **Les revenus des privés d'emplois (« chômeurs ») devront être revalorisés, avant l'interdiction des licenciements, il est nécessaire que les indemnités en cas de licenciements se montent à 90 % du salaire.**
- **Nationalisation sans indemnités** des entreprises casseuses d'emploi avec contrôle ouvrier et création de vastes pôles de services publics (banques et crédit, logement, santé, Energie, transport, agro-alimentaire, Education,-Recherche-Culture-Communication-Poste).

Sur notre site internet [urcf.fr](http://urcf.fr) vous pourrez trouver une analyse communiste-révolutionnaire détaillée du mot d'ordre tactique de nationalisation sans indemnités et avec contrôle ouvrier.

## Total

Total a annoncé, mercredi 4 septembre, la suppression d'ici à 2016 de 210 des 554 emplois de son site pétrochimique lorrain de Carling (Moselle), sa plus grosse restructuration en France depuis la fermeture de la raffinerie de Dunkerque en 2010. Lors d'un comité central d'entreprise (CCE) à Paris, le groupe a présenté aux syndicats un projet de fermeture "au deuxième semestre 2015" de la principale installation du site lorrain, le vapocraqueur. Le plan se fera "*sans aucun licenciement*", dit le groupe. Mais plusieurs syndicats ont prévenu que la fermeture du vapocraqueur entraînerait indirectement la perte de centaines d'emplois supplémentaires, un nouveau coup dur pour la Lorraine déjà fortement éprouvée par la crise.

La fermeture du vapocraqueur lourdement déficitaire (environ 100 millions d'euros de pertes par an), qui transforme le naphta pétrolier en dérivés pétrochimiques (éthylène et propylène) destinés notamment à la fabrication de plastique, correspond à la suppression de 320 postes sur le site, selon Total. L'ouverture de nouvelles activités permettraient de créer près de 110 postes, limitant les réductions d'emplois à 210. En comptant les emplois indirects, le bassin de Carling va perdre plus de 600 postes.

"C'est d'autant plus une catastrophe pour la région, que cela peut faire une réaction en chaîne avec les emplois dans le commerce et les services", a renchéri Eric Sellini, coordinateur groupe CGT.

La semaine dernière, le PDG de Total Christophe de Margerie avait averti que son groupe serait "amené" à mener des restructurations en France.

Pourtant le groupe affiche des bénéfices nets au-delà des 10 milliards.

**Total emploie actuellement environ 3.000 personnes dans la pétrochimie en France, pour des effectifs nationaux de 16.000 dans sa branche Raffinage Chimie.**

**Ce super-monopole français, « fleuron de l'impérialisme français », alors qu'il n'y a pas « une goutte » de pétrole en France, emploie environ 115 000 travailleurs.**

Après cette fermeture à Carling (où un 2e vapocraqueur avait déjà été supprimé en 2009), le géant du CAC 40 n'opérera plus que trois unités de ce type en France, et deux sur son site belge d'Anvers. **A l'inverse, il envisage la construction d'un exemplaire supplémentaire au Texas...**

**Face à ce nouveau coup porté par les monopoles contre l'outil de production, l'axe de lutte « Nationalisation sans indemnisation et avec contrôle ouvrier des monopoles casseurs d'emplois ! », lancé par l'URCF, est plus que jamais d'actualité !**

**Le 20 avril 2013, un collectif national est né pour la**

**« Nationalisation sans indemnisation et avec contrôle ouvrier des monopoles casseurs d'emploi ».**

Un outil favorisant le développement des luttes, l'unité des travailleurs quelle que soit leur affiliation, leur donnant une perspective politique.

**J'adhère au collectif national pour la nationalisation sans indemnisation ... :**

Nom :

Prénom :

Adresse mail :

Tél. :

Profession :

Je verse à la caisse de solidarité :

*La crise générale du capitalisme confirme pleinement les enseignements du marxisme-léninisme. Ce mode de production, plus que jamais pourrissant et parasitaire, s'avère incapable de satisfaire les besoins même élémentaires de l'humanité ; il doit être détruit par une révolution qui permette de continuer le progrès social, de conquérir une démocratie véritablement populaire et d'assurer ainsi les libertés démocratiques. Seul le socialisme est la réponse d'avenir à la barbarie capitaliste, à sa gabegie mondiale.*

**Mais il y a loin de la nécessité à la réalité.**

La destruction du PCF comme parti ouvrier, réellement communiste et révolutionnaire, par l'opportunisme et le révisionnisme soutenus par le Capital, celle de la CGT comme centrale nationale de lutte de classes, continuent d'opérer leurs méfaits, alors que la reconstruction de ces mêmes organisations retarde sur les besoins objectifs.

*En analysant les luttes actuelles, on mesure combien, sans organisation révolutionnaire politique et syndicale de classe, l'hétérogénéité du mouvement ouvrier et gréviste est grande, combien le recours amplifié aux solutions individuelles et l'absence de revendications centrales unifiantes conduisent à l'éclatement de luttes isolées (et maintenues dans l'isolement par les bureaucraties d'aménagement du capitalisme). Luttes isolées qui peuvent difficilement être victorieuses.*

Notre solidarité communiste doit s'exercer à l'égard de ces travailleurs, laissés à leur propre lutte, qui font preuve d'une courageuse combativité à l'heure où les directions confédérales prônent la résignation et la soumission à l'« ordre social » existant sur le mode « pas de politique ! ».

**L'URCF continue et étend sa campagne pour la nationalisation sans indemnisation et sous contrôle ouvrier** des entreprises monopolistes casseurs d'emplois. La lutte continue pour la nationalisation sans indemnisation et pour la satisfaction des besoins populaires devra poser la question du bris de l'Etat bourgeois subordonné dans un mécanisme unique au capitalisme monopoliste et à son oligarchie financière.

**L'URCF salue aussi toutes les luttes de classes dans les entreprises et administrations... : Newell Rubbermaid (stylos Waterman, Reynolds, Parker, Graco etc.), Arcelor, Good-Year...**

**Ce n'est qu'un début, continuons le combat, sur tout le territoire, auto-organisons-nous en comités de lutte, dans l'unité, construisons un front d'alternative populaire anticapitaliste !**

Retrouvez sur notre site internet, notre programme de lutte et de Révolution sous le thème : « **Le socialisme : seule alternative au capitalisme** ».

**Rejoignez le combat des communistes-révolutionnaires !  
Construisons le parti communiste, ouvrier et marxiste-léniniste dont nous avons tant besoin !**

4 octobre 2013

Commission ouvrière et d'entreprises de l'URCF